



Communiqué de presse des unions régionales d'Île-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL :

SAMEDI 5 DÉCEMBRE : UNE NOUVELLE ATTEINTE INADMISSIBLE À LA LIBERTÉ DE MANIFESTER

Les unions régionales d'Île-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires, avec l'UNEF et l'UNL, tiennent à condamner sans réserve la stratégie délibérée mise en place par la Préfecture de Paris qui a abouti à des violences commises à l'encontre des manifestant.es, dont des militant.es de nos organisations respectives faisant partie de l'organisation du cortège. Des forces de police s'en sont même pris directement à des militant.es chargé.es de l'encadrement de la manifestation.

Nous ne doutons pas un instant qu'il s'agit d'une stratégie de la part du pouvoir politique qui a donné ordre au préfet de police de Paris d'empêcher la manifestation de se tenir pacifiquement, après avoir essayé de l'interdire par arrêté, arrêté cassé par une décision de justice.

Le gouvernement porte l'entière responsabilité de cette stratégie délibérée qui empêche de fait de manifester.

Malgré les manœuvres du gouvernement qui tente de désamorcer la fronde en annonçant vouloir réécrire l'article 24 du projet de loi, des dizaines de milliers de manifestants se sont encore mobilisés samedi 5 décembre dernier pour exiger le retrait total du projet de loi.

Alors que le projet de loi « sécurité globale » fait l'objet d'un rejet massif dans toute la société, le gouvernement décide de publier dans la plus grande discrétion vendredi dernier trois décrets qui élargissent les possibilités de fichage de la police, notamment en recueillant les données relatives aux opinions politiques, les orientations sexuelles, les activités sur les réseaux sociaux de toutes personnes « *susceptibles de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, à l'intégrité du territoire, ou des institutions de la République* ».

Ces décrets sont inacceptables et constituent une nouvelle atteinte grave à nos libertés individuelles et collectives.

Le président de la République a pris la parole au cours d'une interview accordée le 4 décembre au média en ligne *Brut* : le chef de l'Etat n'a pas jugé utile de répondre aux revendications portées par les manifestants depuis plusieurs semaines.

Les URIF se félicitent des puissantes manifestations organisées depuis plusieurs semaines pour exiger le retrait du projet de loi « sécurité globale ». En conséquence, les URIF appellent à poursuivre la mobilisation jusqu'au retrait du projet de loi.

Mardi 8 décembre 2020